

INSTITUT CATHOLIQUE DE TOULOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

A l'Assemblée Générale,

Pères, Mesdames, Messieurs,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Catholique de Toulouse relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Provision pour risques et charges :

Comme il est précisé dans les notes 2.6 et 3.9 de l'annexe ainsi que dans le tableau des provisions, l'association a été conduite à effectuer une estimation et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers.

Nous avons procédé à l'appréciation des hypothèses retenues par votre association sur la base des éléments disponibles à ce jour. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de cette estimation, du caractère approprié des modalités de détermination de cette provision et des calculs effectués. Nous avons également vérifié que les notes afférentes de l'annexe donnent une information appropriée.

- Subventions d'investissements :

La note 3.7 de l'annexe expose les différentes subventions d'investissements reçues, ainsi que les amortissements effectués.

Dans le cadre de l'appréciation des principes comptables appliqués par l'association, nous avons été conduits à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables concernant la comptabilisation de ces subventions d'investissements.

- Concours publics et subventions d'exploitation :

La note 4.1 de l'annexe des comptes annuels détaille les différents concours publics et subventions d'exploitation reçues sur la période.

Nos travaux ont notamment consisté à examiner les principes de rattachement des produits à l'exercice comptable concerné par les subventions attribuées et leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Toulouse, le 20 décembre 2024

Le Commissaire aux comptes

D'AGRAIN & ASSOCIES
Pierre d'Agrain

ANNEXE : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



INSTITUT CATHOLIQUE DE TOULOUSE

COMPTES ANNUELS AU 31.08.2024
(exercice comptable 2023 / 2024)

Bilan et Compte de résultat



BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	219 021	207 076	11 945	25 135
Immobilisations incorporelles en cours	61 055	3 107	57 947	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	18 387 329	12 034 920	6 352 409	6 305 033
Installations techniques, matériel et outillage industriels	14 570 362	10 257 598	4 312 764	4 280 998
Immobilisations corporelles en cours	1 123 203		1 123 203	1 338 380
Autres	1 830 124	1 796 104	34 020	13 632
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	1 189 104	16 272	1 172 831	1 099 374
Prêts				
Autres	14 984		14 984	3 223
TOTAL I	37 395 181	24 315 078	13 080 103	13 065 774
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	8 092 203	186 730	7 905 473	4 853 949
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 117 085	460 519	656 567	147 837
Valeurs mobilières de placement	2 272 009		2 272 009	5 848 117
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 218 924		3 218 924	2 068 828
Charges constatées d'avance	400 536		400 536	181 593
TOTAL II	15 100 757	647 249	14 453 509	13 100 323
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	52 495 939	24 962 327	27 533 612	26 166 097

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	430 156	430 156
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	729 564	729 564
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 977 697	4 916 815
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	(739 126)	60 883
Situation nette (sous total)	5 398 291	6 137 416
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 632 587	1 906 784
Provisions réglementées		
TOTAL I	7 030 877	8 044 200
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	189 000	517 976
Provisions pour charges	2 366 032	2 771 650
TOTAL III	2 555 032	3 289 626
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 871 608	6 433 356
Emprunts et dettes financières diverses	22 615	22 601
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 442 682	1 543 414
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 322 238	1 119 631
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	390 891	361 053
Autres dettes	1 492 746	1 035 032
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	7 404 922	4 317 183
TOTAL IV	17 947 703	14 832 271
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	27 533 612	26 166 097

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 000	1 344
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	10 938 703	10 769 506
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 111 389	3 146 172
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	9 840	9 840
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	296 936	125 644
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 075 096	389 521
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	33 622	33 268
TOTAL I	15 466 586	14 475 295
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	9 718	14 819
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 882 884	3 896 115
Aides financières	197 208	223 004
Impôts, taxes et versements assimilés	392 609	374 429
Salaires et traitements	6 544 596	5 961 542
Charges sociales	2 364 360	2 155 525
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 350 178	1 314 319
Dotations aux provisions	257 704	41 367
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	715 955	701 782
TOTAL II	16 715 212	14 682 902
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(1 248 626)	(207 607)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 950	7 746
Autres intérêts et produits assimilés	224 866	24 756
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	73 796	37 845
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	306 612	70 347
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	91 136	98 326
Différences négatives de change		28
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	91 136	98 355
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	215 476	(28 007)

COMPTES DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(1 033 150)	(235 614)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 746	39 289
Sur opérations en capital	276 464	282 883
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	36 889	3 182
TOTAL V	317 099	325 354
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		19 877
Sur opérations en capital	21 914	7 818
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	21 914	27 695
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	295 185	297 659
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 162	1 162
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	16 090 297	14 870 996
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	16 829 423	14 810 114
EXCEDENT OU DEFICIT	(739 126)	60 883
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexes aux comptes annuels

Exercice clos au 31/08/2024

1.1 PREAMBULE

L'Institut Catholique de Toulouse a pour mission de proposer des formations initiales et continues dans l'enseignement supérieur, d'en assurer leur organisation et leur développement. L'institut travaille également à la recherche universitaire pour la culture, l'éthique, la religion et la société.

L'exercice social clos le 31 août 2024 a une durée de 12 mois identique à celle du précédent exercice.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est 27 533 612€.

Le chiffre d'affaires nets totalise 10 938 703€ ; le résultat est une perte de 739 126€.

1.2 FAITS MAJEURS

Les faits caractéristiques de l'année 2023/2024 sont les suivants :

Les formations d'Etat :

Nous constatons une augmentation du CA pour la FLL de 141K€ malgré la perte de 26 étudiants.

Le panier moyen est de 4 764€ en 23/24 contre 4 417€ en 22/23 soit une hausse de 8% expliquée par la hausse des prix de 3%, et par la mise en place du tarif linéaire

Nous constatons une diminution du CA pour la FLD de 15K€ qui s'explique par la perte de 20 étudiants.

Le panier moyen est de 6 046€ en 23/24 contre 5 760€ en 22/23 soit une hausse de 5% expliquée par la hausse des prix de 3%, et par la mise en place du tarif linéaire

Nous constatons une augmentation du CA pour la FDP de 15K€ sans augmentation significative du nombre d'étudiant (+1).

Le panier moyen est de 4 658€ en 23/24 contre 4 417€ en 22/23 soit une hausse de 5% expliquée par la hausse des prix de 3%, et par la mise en place du tarif linéaire

Nous constatons une augmentation du CA pour l'ESQES de 15K€ malgré la perte de 6 étudiants.

Le panier moyen est de 8 987€ en 23/24 contre 8 606€ en 22/23 soit une hausse de 4% expliquée par la hausse des prix.

Les formations Ecclésiastiques :

Nous constatons une augmentation du CA pour la FDP de 26K€ suite à l'augmentation de 5 étudiants inscrits.

Le panier moyen est de 1 008€ en 23/24 contre 822€ en 22/23 soit une hausse de 23% expliquée par la hausse des prix de 3%, et par la forte diminution des certificats (-18) dont le prix est de maximum 552€ contre une augmentation du Baccalauréat canonique (+16) dont le prix est de maximum 3 145€.

Nous constatons une diminution de 35K€ pour l'IERP suite à la perte de 34 inscrits.

Le panier moyen est de 881€ en 23/24 contre 916€ en 22/23 soit une diminution de 4% malgré l'augmentation des tarifs de 3%.

Nous constatons une augmentation du CA pour la FDC de 4K€ suite à l'augmentation de 8 étudiants inscrits.

Le panier moyen est de 833€ en 23/24 contre 868€ en 22/23 soit une diminution de 4% malgré l'augmentation des tarifs de 3%.

Les dépenses

Nous constatons une augmentation de 981K€ sur le poste des achats de fournitures, prestations de services et sous-traitance et autres services extérieurs.

Cette variation s'explique en partie par les postes suivants :

+ 53K€ de consommation d'électricité : Nouveaux espaces, augmentation des tarifs et 27K€ de régularisation de charge sur 5 ans

+ 134K€ de sous-traitance pour la sécurité : Obligation d'avoir un vigile dans le cadre de vigipirate

+ 692K€ de travaux et honoraires pour les travaux de mises aux normes

+ 109K€ de frais de communication

+ 75K€ de frais d'intérimaire pour remplacement de salariés absents

+ 75K€ de frais d'honoraires dont +57K€ de cabinet de recrutement, +8K€ de frais d'avocat, +4K€ d'accompagnement de la psychologue de travail

- 71K€ charge pour le gaz de N-1 régularisé sur N

- 64K€ d'assurance dommage lissé sur 10 ans et régularisé sur N

Nous constatons une augmentation de 785K€ sur le poste de la main d'œuvre.

Cette variation s'explique en partie par les postes suivants :

+ 84K€ de variation de provision de CP suite à nouvelle loi relative aux salariés malades

+ 43K€ d'indemnité de départ transactionnelle (rupture conventionnelle)

+ 22K€ d'indemnité de licenciement

+ 700K€ (environ) d'augmentation de la masse salariale suite à des embauches et des revalorisation salariale. Les explications de cette variation sont dans l'article 5.3 - POLITIQUE PARTICULIERE SUR LES AUGMENTATIONS D'EFFECTIF ET DE SALAIRES

Les travaux / le parc immobilier :

- En 2023/2024, 1 009K€ de travaux ont été mis en service (début des amortissements) pour les phases 1, 2 et 3. L'autorisation d'accueil du public suite à la commission sécurité date du 27/02/2023 mais les DGD et PV de réception ont été reçus sur 23/24.

- Les immobilisations en cours sont principalement constituées des travaux de l'amphithéâtre Tolosa (258K€) dont la fin est prévue en 24/25, des travaux de la phase 4 (569K€) terminés en 08/2024 mais pour lesquels nous attendons le retour de la commission sécurité, et des travaux de la phase 2 et 3 (215K€) pour lesquels les DGD et PV de réception n'ont pas été reçus.

Le fonctionnement de l'Institut Catholique :

- Monsieur Picot a été élu Président du Conseil d'administration lors du CA de 10/2023. Son mandat a été renouvelé lors de l'AG de 03/2024.

- Quatre administrateurs du Conseil d'Administration ont démissionné : monsieur De Lambert Des Granges, madame Des Bourbonx, monsieur Fauroux, et madame Sarda.

- Madame Brossier a pris les fonctions de Secrétaire du CA à la place de monsieur De Lambert Des Granges.

- Madame Ripert a pris les fonctions d'administrateur à la place de madame Des Bourbonx.

- Madame Desplats a pris les fonctions de Secrétaire Général de l'ICT en 05/2024 à la place de monsieur Briot qui a quitté ses fonctions en 01/2024.

- Madame De Conto a pris les fonctions de Vice Rectrice en 01/2024 à la place de madame Billerey.

- Les managers de l'ICT ont participé à trois jours de formation sur les risques psycho sociaux sur le 1^{er} trimestre 2024. Formation dispensée par le cabinet DAC.

- La certification QUALIOPi a été renouvelée en 04/2024. Elle est valable jusqu'au 20/07/2027.

- La négociation du contrat quinquennal avec l'Etat a abouti. Ce dernier a été signé le 13/03/2024 pour la période 2021/2026. Ce contrat est valable jusqu'au 31/12/2026.

- Suite à la cyberattaque subit par l'ICT en 07/2024 et à la destruction complète de son système d'information et numérique, le travail de reconstruction et de sécurisation du système informatique et numérique se poursuit. Six remédiations sont toujours en cours.

- Une fois par an, lors d'un séminaire, la direction, les doyens, les directeurs et les responsables se réunissent pour partager les informations financières de l'ICT et réfléchir à la stratégie de l'ICT

La situation de trésorerie :

La situation de trésorerie de l'ICT connaît une diminution de 2 426K€. Cette variation des disponibilités s'explique par les facteurs suivants :

- Les investissements informatiques et les travaux pour l'aménagement et les mises aux normes des locaux de l'ICT continuent : 2 130K€ financés sans souscription à un emprunt

1.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- L'ICT est bénéficiaire d'une assurance vie dont les fonds devraient être reçus sur 24/25 pour un montant de 125K€

- Le campus de Bordeaux a ouvert ses portes aux étudiants en 09/2024 lors de la rentrée de 24/25.

- Une nouvelle procédure budgétaire a permis l'élaboration du budget 24/25. Elle doit aboutir et être fonctionnelle à partir de 01/2025. L'objectif étant de mettre en responsabilité l'ensemble des dirigeants, doyens, directeurs et responsables de l'ICT. L'achat d'un logiciel de reporting a été fait en 06/2024. Il a été pris en main et le paramétrage est en cours depuis 10/2024.

- Le Label qualité FLE (Français Langue Etrangère) est en cours de renouvellement. Les travaux d'évaluation ont commencé et doivent être livrés par l'ICT pour l'audit de 03/2025.

- L'audit de surveillance pour la certification QUALIOPi doit avoir lieu en 11/2025.

- Le Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES) va procéder à ses travaux de contrôle dans le cadre du renouvellement du certificat ESPIG dont la fin arrive en 12/2026. Les travaux d'auto-évaluation doivent être livrés par l'ICT en 05/2025 pour la Recherche et en 06/2025 pour l'Enseignement.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Il a été fait application du règlement ANC 2014-03 et du nouveau règlement ANC 2018-06 (précisé et amendé par le règlement 2020-08) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles :

- de continuité de l'exploitation,
- d'indépendance des exercices,
- de permanence des méthodes d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les nouvelles acquisitions sont saisies comptablement de manière à pouvoir sortir unitairement les immobilisations.

Cette méthode de saisie a également pour but de pouvoir établir un plan de financement sur du long terme pour prévoir les renouvellements des immobilisations selon les durées d'amortissement.

2.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Ce poste comporte principalement les logiciels et licences acquises.

Ils sont amortis selon le mode linéaire, sur une durée variant de 1 à 3 ans.

2.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises et escomptes obtenus.

Pour la présentation des comptes annuels, l'association a décidé :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables, ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;

- immobilisations non décomposables : bénéficiant de mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage, pour l'amortissement des biens non décomposés.

Lorsqu'à la clôture de l'exercice, il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de la valeur, un test de dépréciation est réalisé pour s'assurer que la valeur nette comptable de l'actif n'est pas supérieure à sa valeur actuelle. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constatée, afin de ramener la valeur nette comptable à hauteur de la valeur actuelle.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en mode linéaire comme suit :

Type de biens immobilisés et durée d'amortissement

- bâtiments, installations : 20 à 30 ans
- agencements, aménagements : 10 à 20 ans
- outillages, mat de bureau et informatique : 3 à 10 ans
- mobilier : 2 à 10 ans

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont principalement constituées de titres immobilisés. Ils sont destinés à l'activité de portefeuille, qui consiste à investir pour retirer, à plus ou moins longue échéance, une certaine rentabilité, sans intervention dans la gestion. Ces titres sont comptabilisés à leur prix d'acquisition.

Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois : leurs valeurs liquidatives sont calculées tous le 31/08, dernier jour de l'exercice comptable, afin de comptabiliser une moins value latente si nécessaire.

2.4 CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constatée, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles l'association est susceptible de faire face.

Toutes les créances à risque sont passées en douteux et provisionnées.

2.5 VMP ET DISPONIBILITES

Les valeurs mobilières de placement sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance. Elles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition.

Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois.

2.6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

L'association constitue des provisions afin de couvrir les charges potentielles afférentes aux risques et litiges nés antérieurement à la clôture : risques sociaux, juridiques, financiers.

Les travaux pour mises aux normes sont des travaux obligatoires imposés par la loi et la réglementation (sécurité, accessibilité, sûreté). Ils doivent être exécutés sur du court/moyen terme. Ils représentent un risque financier.

Les provisions pour mises aux normes ont constituées jusqu'au 31.08.2023 en tenant compte des travaux qui vont être engagés et auront démarrés sur l'exercice N+1 (100% des sommes estimées) et N+2 (100% des sommes estimées).

Cette règle comptable existe depuis l'exercice 17/18.

2.7 VALORISATION DU BENEVOLAT ET RECOURS AUX BENEVOLES

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens, ou des services à titres gratuits. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association ;
- L'association est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Si une de ces deux conditions n'est pas remplie, alors la structure n'a pas l'obligation de valoriser le bénévolat.

2.8 TAXE D'APPRENTISSAGE

La taxe d'apprentissage perçue par l'ICT a été comptabilisée en produits constatés d'avance. Les sommes ainsi reçues permettront de financer les projets pédagogiques de l'ICT sur l'année 2024/2025.

2.9 CONTRIBUTION DE VIE ETUDIANT ET DE CAMPUS

La CVEC perçue par l'ICT a été comptabilisée en produits constatés d'avance. Les sommes ainsi reçues permettront de financer les projets des étudiants sur l'année 2024/2025.

2.10 SUBVENTION ACCOMPAGNEMENT ETUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

La subvention perçue par l'ICT a été comptabilisée en produits constatés d'avance. Les sommes ainsi reçues permettront de financer les projets de l'ICT sur l'année 2024/2025 afin d'améliorer l'accompagnement des étudiants en situation de handicap.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 - IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS
(montants bruts)

	DEBUT exercice	AUTRE	ACQUISITION	DIMINUTION	FIN exercice
Immobilisations incorporelles					0
• Concession, brevet, licences, marques, procédés	265 251	0	0	46 230	219 021
• Autres Immobilisations incorporelles	3 107	0	0	0	3 107
• Immobilisations incorporelles en cours	0	57 947	0	0	57 947
Immobilisations corporelles					
• Constructions	17 781 304	0	606 024	0	18 387 329
• Matériel, outillage	1 188 382	0	573 892	15 100	1 747 174
• Matériel informatique	875 697	0	221 043	5 982	1 090 758
• Autres immobilisations corporelles	13 555 872	0	6 683	0	13 562 554
• Immobilisations corporelles en cours	1 338 381	-215 178	0	0	1 123 203
Immobilisations financières					
• Titres immobilisés	1 189 104	0	0	0	1 189 104
• Cautions versées	3 223	0	11 761	0	14 984
Total général	36 200 319	-157 230	1 419 402	67 311	37 395 181

- Bâtiments en bail emphytéotique :
 - > rue de la Fonderie : Location à titre gratuit auprès de l'Association DUILHE DE SAINT PROJET
 - > place du Parlement : Location à titre gratuit auprès de l'Association Diocésaine de Toulouse
- Bâtiments propriété de l'ICT : locaux dont l'ICT est propriétaire : occupation de locaux dont l'ICT est propriétaire.
- Bâtiments sous bail commercial :
 - > rue des Fleurs : location dans le cadre d'un bail commercial auprès de l'OGEC St Stanislas, à compter du 01.07.18.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

	DEBUT exercice	DOTATIONS AMORTISS.	DOTATION POUR DEPRECIATION	REPRISE AMORTISS.	FIN exercice
Immobilisations incorporelles					0
• Concession, brevet, licences, marques, procédés	240 116	13 190	0	46 230	207 076
• Autres Immobilisations incorporelles	3 107	0	0	0	3 107
Immobilisations corporelles					
• Constructions	11 493 407	573 717			12 067 124
• Matériel, outillage	755 351	62 136		15 100	802 388
• Matériel informatique	556 282	171 235		5 747	721 770
• Autres immobilisations corporelles	9 996 551	500 789			10 497 340
Immobilisations financières					
• Titres immobilisés	89 730	0	338	73 796	16 272
• Cautions versées	0	0	0	0	0
Total général	23 134 545	1 321 067	338	140 873	24 315 078

3.2 - ECHEANCE DES CREANCES

	Montant net	ECHEANCES		
		jusqu'à 1 an	entre 1 an et 5 ans	à plus de 5 ans
CREANCES				
• Clients et comptes rattachés	7 905 473	7 905 473		
• Autres créances (fournisseurs, salarié, aut	656 567	656 567		
Total	8 562 040	8 562 040	0	0

3.4 - DISPONIBILITES

Le solde de la trésorerie de l'ICT est de :

- Disponibilités pour **5 482 356**
- Actions SOGAMA pour **8 400**
- Parts Sociales au Crédit Agricole pour **177**

Les disponibilités varient de - 2 426 016€
Cette variation est expliquée dans l'article 1.2 FAITS MAJEURS

3.5 - CHARGES CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	FIN EXERCICE
DOMMAGE OUVRAGE	119 542,64 €
MAINTENANCE INFORMATIQUE	17 229,96 €
MAINTENANCE AUTRES	7 018,70 €
ASSURANCES	1 940,65 €
PUB	960,00 €
FOURNITURES/EAU/ENERGIE	133,31 €
AUTRES	16 102,83 €
S/TRAITANCE INFORMATIQUE	20 343,36 €
LOCATIONS	7 886,02 €
CHARGES LOCATIVES DE COPRO	402,95 €
DOCUMENTATION/ABONNEMENTS	23 698,69 €
IMPOTS	49 133,00 €
REDEVANCES/LICENCES	130 749,42 €
COTISATIONS	5 394,20 €
TOTAL	400 536

3.6 - VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Variation des capitaux propres	A l'ouverture	Affectation de résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	430 156				430 156
Fonds propres avec droit de reprise	729 564				729 564
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves	4 916 815	60 883			4 977 698
Report à nouveau	0				0
Exédent ou déficit de l'exercice	60 882	-60 883		739 126	-739 127
Situation nette	6 137 416	0	0	739 126	5 398 290
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	1 906 784			274 197	1 632 587
Provisions réglementées	0				0
Total	8 044 200	0	0	1 013 323	7 030 877

3.7 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

ORGANISMES	OBJET	DEBUT exercice	AUGMENTAT°	DIMINUT°	FIN exercice
Conseil Régional	Self	686 021			686 021
Mairie de Toulouse	Salle Tolosa	686 021			686 021
Conseil Régional	Foyer	533 572			533 572
Conseil Régional	Allée Gauche	838 470			838 470
Diocèse	Subv° exceptionnelle	343 010			343 010
Diocèse	Subv° exceptionnelle	343 010			343 010
Missions Etrangères de Paris	Locaux Parlement	126 361			126 361
Missions Etrangères de Paris	Travaux bibliothèque	400 000			400 000
Conseil Régional	Trvx Aile ouest 2005	300 000			300 000
Mairie de Toulouse	Trvx Aile ouest 2005	247 805			247 805
Conseil Général	Trvx Aile ouest 2005	247 805			247 805
Diocèses	19-21-23 Fonderie	888 516			888 516
Conseil Régional / Polyramide	19-21-23 Fonderie	1 376 886			1 376 886
Grand Toulouse	19-21-23 Fonderie	623 512			623 512
FEDER	19-21-23 Fonderie	1 487 032			1 487 032
Conseil Général	Centre d'archives	111 121			111 121
Mairie de Toulouse	Centre d'archives	111 000			111 000
Conseil Général	19-21-23 Fonderie	960 000			960 000
Amis de l'Institut	Chapelle	35 000			35 000
Amis de l'Institut	Résidence MEP	20 000			20 000
ANR	Projet TWB	30 938			30 938
DRFIP FIPD	Travaux sécurité 31F 20F	37 000			37 000
Amortissement		-8 526 294		274 197	-8 800 491
Subvention nette - déduction amortiss		1 906 785	0	274 197	1 632 587
Subvention brute		10 433 079	0	0	10 433 079

3.8 - FONDS DEBIES

	DEBUT exercice	AUGMENTAT°	DIMINUT°	FIN exercice
Fonds dédiés sur dons manuels affectés				
• Fds dédiés MEP Hébergement	0		0	0
• Fds dédiés souscript° réhabilitation				
• Fds dédiés Centre d'archives historiques				
• Fds dédiés travaux bibliothèque				
• Fds dédiés salle multimédia				
Total général	0	0	0	0

3.9 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	DEBUT exercice	DOTATIONS	REPRISES	FIN exercice
Provisions pour risques et charges				
• Prov° pour travaux mise aux normes (1)	2 141 026	466 609	936 236	1 671 399
• Prov° pour travaux mise aux normes (2)	466 609	0	466 609	0
• Prov° pour litige	10 000	0	0	10 000
• Prov° pour risque social	37 867	141 133	0	179 000
• Prov° pour départ à la retraite	630 623	64 000	0	694 632
Total général	3 286 125	671 751	1 402 845	2 555 031

(1) provisions pour mises aux normes :

TOTAL DEBUT EXERCICE	2 141 026
- Place du Parlement (reprise travaux effectués)	0
- Place du Parlement (modification des besoins)	0
- Rue de la Fonderie (reprise travaux effectués)	-936 236
- Rue de la Fonderie (modification des besoins)	466 609
- Déplacement Monoplit	0
TOTAL FIN EXERCICE	1 671 399

PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE

Le calcul de la provision pour engagements de retraite est déterminé, conformément à la Convention Collective de l'Enseignement Privé Non

- Calcul du nombre de mois acquis par les salariés à la date de clôture de l'exercice,
- Evaluation de ces droits acquis en fonction du salaire estimé en fin de carrière,
- Actualisation de l'indemnité de départ calculée à un taux de 3,58%
- Turnover de 2%
- Evolution des salaires de 2%
- Age de départ : 67 ans

Comme pour le calcul de la provision au 31/08/2023, le calcul de la provision au 31/08/2024 a été affinée en ne retenant que le personnel de plus de 50 ans.

La provision concerne le personnel administratif en CDI et les enseignants permanents.

3.10 - ECHEANCES DES DETTES

DETTES	Montant net	ECHEANCES		
		Jusqu'à 1 an	entre 1 an et 5 ans	à plus de 5 ans
Dettes financières				
• Emprunts et dettes auprès des ét de cré	5 871 608	508 955	2 453 053	2 909 600
• Emprunts et dettes financières divers	22 615	22 615		
Autres dettes				
• Avances et acomptes reçus	0	0		
• Dettes fournisseurs	1 442 682	1 442 682		
• Dettes fiscales et sociales	1 322 238	1 119 631		
• Dettes sur immobilisations	390 891	390 891		
• Autres dettes (Clients et autres tiers)	1 492 746	1 492 746		
Total	10 542 781	4 977 520	2 453 053	2 909 600

Intitulé	Montant du Prêt	Banque	Capital		capital restant	Intérêts sur Période	Intérêts Courus	Dernière Échéance
			Début Exercice	Remboursé				
			01/09/2023	31/08/2024	31/08/2024			
EMPRUNT SG- 3ME FONDERIE	3 ME	SG	2 379 163,49	157 089,45	2 222 074,04	29 764,59	1 772,28	08/07/2037
EMPRUNT CA - 3ME - FONDERIE	3 ME	CA	2 748 550,54	147 480,21	2 601 070,33	35 658,87	2 417,87	05/05/2040
EMPRUNT CA - 3ME - ST-VINCENT	3 ME	CA	61 258,88	61 258,88	0,00	296,32	1 648,79	30/11/2023
EMPRUNT CA - 2,5ME - DALBARD	2,5ME	CA	1 244 383,02	195 919,01	1 048 464,01	25 586,43	0,00	05/08/2029
		Total	6 433 355,93	561 747,55	5 871 608,38	91 706,21	5 838,95	

3.8 - PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	DEBUT exercice	FIN exercice
• Scolarités (1)	3 270 017	6 310 682
• Autres (subvention MESRI et antenne Bouygues)	744 133	744 133
• Taxe d'apprentissage (2)	89 547	123 285
• CVEC (2)	213 486	217 822
• Subvention accompagnement étudiants en situation de handicap (2)	0	9 000
Total général	4 317 183	7 404 922

(1) Les produits constatés d'avance de scolarité concernent les frais d'inscription et de scolarité de l'année scolaire 2024/2025 facturés avant le 31 août 2024.

(2) Informations sur les articles 2.8, 2.9 et 2.10 des méthodes comptables

4 - NOTES SUR LE RESULTAT

4.1 - LE RESULTAT D'EXPLOITATION

PRODUITS D'EXPLOITATION	Comptes 2023/2024	Comptes 2022/2023	VARIATION
Scolarités, sessions, formations	10 635 726	10 390 468	245 258
Activités annexes (Publication, location des salles de cours et amphithéâtres)	42 207	107 103	-64 896
Hébergement (location des studios)	261 770	273 279	-11 509
VENTE DE SERVICES (1)	10 939 703	10 770 850	168 853
Subvention Etat	2 226 500	2 226 500	0
Autres Subventions (Aides embauche, ERASMUS, Rhodain)	43 613	33 587	10 025
SUBVENTIONS	2 270 113	2 260 087	10 025
FORMIRIS	704 786	738 620	-33 834
Taxe Apprentissage	18 406	29 680	-11 274
CVEC	118 084	117 785	299
CONCOURS PUBLICS	841 277	886 085	-44 808
CONTRIBUTION MEMBRES ICT	9 840	9 840	0
Dons de donateurs extérieurs pour le financement des formations	83 396	81 637	1 759
Participations financières des diocèses pour le financement des formations ecclésiastiques (2)	213 540	44 007	169 533
REPRISE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (3)	1 012 522	323 769	688 753
REFACTURATION DE CHARGES	62 574	65 752	-3 178
AUTRES PRODUITS (Loyers)	33 622	33 268	354

(1) Explications des variations dans l'article 1.2 FAITS MAJEURS

(2) Dont 123 600€ de participations des diocèses 23/24 constatées sur l'exercice en cours et 89 940€ de participation qui concernent les exercices précédents constatés sur 23/24

(3) Dont 936 235,76€ pour les travaux pour mises aux normes sur 23/24

CHARGES D'EXPLOITATION	Comptes 2023/2024	Comptes 2022/2023	VARIATION
MAIN D'ŒUVRE	833 330	839 512	-6 182
ASSURANCE, FOURNITURES, SOUS-TRAITANCE, HONORAIRES, PRESTATION DE SERVICES	4 059 272	3 071 422	987 850
ACHATS ET CHARGES EXTERNES (1)	4 892 602	3 910 934	981 668
AIDES SOCIALES VERSEES AUX ETUDIANTS	197 208	223 004	-25 797
TAXES SUR SALAIRES	241 986	222 006	19 980
IMPOTS ET TAXE SUR LES LOCAUX ET LOYERS	150 624	152 423	-1 799
SALAIRES (2)	6 544 596	5 961 542	583 054
CHARGES SOCIALES (2)	2 364 360	2 155 525	208 835
MAIN D'ŒUVRE	8 908 956	8 117 067	791 889
AMORTISSEMENTS (3)	1 321 067	1 276 384	44 683
CREANCES DOUTEUSES	29 111	37 935	-8 824
PROVISION POUR RISQUE SOCIAL (4)	257 704	41 367	216 337
REDEVANCES INFORMATIQUES	132 529	107 785	24 744
REDEVANCES PEDAGOGIQUES	583 295	593 863	-10 568
CHARGES DIVERSES	131	133	-2

(1) Explications des variations dans l'article 1.2 FAITS MAJEURS

(2) Explications des variations dans l'article 5.3 - POLITIQUE PARTICULIERE SUR LES AUGMENTATIONS D'EFFECTIF ET DE SALAIRES

(3) Explications des variations dans l'article 3.1 - IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

(4) Dont 113 704€ de provision pour les départs à la retraite. Critères de calcul expliqués dans 3.9 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES	15 466 586	14 475 295	991 291
TOTAL DEPENSES	16 715 212	14 682 902	2 032 310
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 248 626	-207 607	-1 041 019

4.2 RESULTAT FINANCIER

PRODUITS FINANCIERS	Comptes 2023/2024	Comptes 2022/2023	VARIATION
PRODUITS FINANCIERS SUR TITRES IMMOBILISES	7 950	7 746	204
PRODUITS FINANCIERS SUR LES COMPTES EPARGNES (DISPONILITES)	224 866	24 756	200 109
REPRISES SUR MOINS-VALUE LATENTE DS TITRES ET PART IMMOBILISES	73 796	37 845	35 951
CHARGES FINANCIERES	Comptes 2023/2024	Comptes 2022/2023	VARIATION
INTERETS D'EMPRUNTS	91 136	98 355	-7 219
RESULTAT FINANCIER	215 476	-28 007	243 484

4.4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Comptes 2023/2024	Comptes 2022/2023	VARIATION
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	274 197	279 315	-5 117
REMBOURSEMENT SINISTRES	36 889	3 182	33 707
AUTRES PRODUITS	6 013	42 857	-36 844
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Comptes 2023/2024	Comptes 2022/2023	VARIATION
AUTRES CHARGES	21 914	27 695	-5 781
RESULTAT EXCEPTIONNEL	295 185	297 659	-2 473
IMPOTS SUR LES PRODUITS FINANCIERS	1 162	1 162	0
RESULTAT DE L'EXERCICE	-739 126	60 883	-800 009

5.1 - REMUNERATION DES 3 PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES OU SALARIES

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 fait obligation de mentionner, dans les états financiers, le montant des 3 plus hauts cadres dirigeants
Au cours de l'exercice clos au 31 août 2024 les 3 plus hauts cadres de l'association ont perçu une rémunération brute totale de 239 281€.

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération. Aucun avantage n'est attribué à ces personnes.

5.2 - EFFECTIFS SALARIES

TABEAU DES EFFECTIFS SALARIES

EFFECTIFS	DEBUT exercice	FIN exercice
Permanents	186	183
• dont Cadres	110	114
• dont Non Cadres	76	69
Chargés d'enseignement	37	43
Total général	223	226

5.3 - POLITIQUE PARTICULIERE SUR LES AUGMENTATIONS D'EFFECTIFS ET DE SALAIRES

Depuis janvier 2023, et cela pour une durée de 3 ans, les enseignants chercheurs bénéficient d'une mesure exceptionnelle de revalorisation de points.
Suite à une mesure gouvernementale, le point a été revalorisé pour l'ensemble des salariés (mesure collective).
Dans le cadre de sa politique salariale annuelle, chaque service s'est vu attribuer des enveloppes à répartir par collaborateur au vu des revalorisations individuelles.

5. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1 - ENGAGEMENTS DONNES

Par ailleurs, le refinancement des travaux de la résidence de la Dalbade (2 500 k€) a été assuré par un emprunt souscrit en juillet 2014, garanti par une hypothèque de premier rang sur le bâtiment au profit du Crédit Agricole.

L'emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole en juillet 2019 pour 3 000 k€ est garanti par une hypothèque sur le bâtiment Saint Vincent au profit du Crédit Agricole. Il a été partiellement débloqué.

L'emprunt souscrit auprès de la Société Générale en juillet 2019 pour 3 000 k€ est garanti via la mise en place d'une caution mutualiste portée la SOGAMA à hauteur de 20% du capital emprunté.

5.2 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à 26 400€ TTC pour la mission de contrôle légal des comptes.